

opposer que la stratégie révolutionnaire du **Front Unique de Classe**, même si concrètement, aujourd'hui, nous ne pouvons pas encore imposer l'unité d'action dans la lutte anticapitaliste au PCF, à la base et au sommet.

En quoi consiste cette stratégie : à réaliser, dans la lutte, une alliance de l'ensemble des organisations ouvrières, y compris le parti révolutionnaire qui impose sa présence aux directions réformistes capitulardes, à l'exclusion de toute force bourgeoise, sur un programme anti-capitaliste, et appuyée sur des comités d'action, des comités d'usine et de quartiers, etc... préfigurant les soviets. Dans le cadre de ce front de classe, le parti révolutionnaire se constitue comme direction politique de rechange, avançant non son programme maximum (le communisme) mais un programme transitoire adapté à la situation.

Il n'est pas question de dire dès aujourd'hui quelles forces seraient partie prenante d'un tel front — l'affrontement avec la bourgeoisie devant entraîner un bouleversement des composantes actuelles du mouvement ouvrier — ni la forme exacte que prendra le « gouvernement des travailleurs ». Mais la stratégie du front unique ouvrier n'est pas un « principe simple et figé » qu'on sort dans les grandes occasions. Elle doit trouver à tout moment, en fonction de la « conjoncture », c'est vrai, une application tactique particulière, tenant compte en particulier du rapport des forces à l'intérieur même du mouvement ouvrier.

Aujourd'hui, alors même que nous écrivons que la jeunesse ouvrière sera le principal socle sur lequel se construira le Parti Révolutionnaire (BI No 28 p. 26) et qu'elle ne semble pas particulièrement animée d'illusions électoralistes (voir le « succès » des « campagnes » pour le droit de vote à 18 ans « menées » par la Jeunesse Communiste et... l'UJP) est-il possible d'appeler les jeunes travailleurs à se « compter » au premier tour sur les candidats de la Ligue et de Lutte Ouvrière, et à « éliminer » au deuxième tour en votant pour la gauche unie, moins quelques boucs émissaires réformateurs que l'on chargera de tous les péchés des autres réformistes ? Pour aller où ? Pour faire quoi ? Pour quel socialisme ?

Nous devons au premier tour, effectivement nous battre sur notre propre programme, sans sectarisme. Au second tour, parce que le terrain de la lutte électorale reste pour nous **secondaire** (par rapport au terrain principal de la lutte des classes : dans les usines et dans la rue — là où la bourgeoisie peut réellement être mise en échec), et parce que l'ennemi est le même qu'au premier tour, nous devons faire campagne **pour un vote de classe**.

Mais parce que le rapport de force entre les réformistes staliniens et les marxistes révolutionnaires a un peu changé depuis 68 (si peu encore hélas), et bien que le vote pour le PCF **reste un vote de classe** (en dépit de la politique de sa direction), l'avant-garde ouvrière à laquelle nous nous adressons prioritairement (nous ne sommes pas encore en mesure d'aller « aux masses ») et qui à travers les luttes auxquelles nous participons délimite de plus en plus nettement ce qui nous sépare irréductiblement du stalinisme, ne comprendrait pas que nous appelions, non seulement à voter PC-PS, mais même à voter PC seul **inconditionnellement**.

PAS DE DESISTEMENT HONTEUX !

Nous écrivions sous ce titre à propos de l'élection législative partielle dans le douzième arrondissement en juin 70 dans Rouge No 68 (un chiffre heureusement symbolique...) :

« Au cours de la campagne, une lettre fut envoyée au PS et à la Convention sur le respect de la démocratie ouvrière et l'unité antifasciste. Pas de réponse. Puis une autre lettre fut envoyée au PCF pour demander une rencontre où serait discuté le deuxième tour. Il s'agissait de poser comme condition au désistement le respect de la démocratie ouvrière, c'est-à-dire le droit à la parole durant la campagne du candidat resté en lice, de ceux qui se sont désistés pour lui ; c'est à dire encore une position claire sur la répression qui s'abat sur les révolutionnaires. L'accord existait alors entre toutes les organisations du front révolutionnaire pour faire de ces conditions un préalable à tout désistement. Il n'y eut toujours pas de réponse. Malgré cela on assista à un spectaculaire retournement de veste du PSU, de Lutte Ouvrière et de l'AMR qui se résignèrent au désistement inconditionnel pour ne pas apparaître comme des diviseurs du mouvement ouvrier, alors que les lettres et les conditions posées auraient permis de démontrer que **le PCF était le véritable diviseur du mouvement ouvrier...** »

Nous considérons quant à nous que :

- 1) capituler sans discussion sur les conditions énoncées est une grave preuve de faiblesse ;
- 2) que des élections générales peuvent à la rigueur être un test déformé du rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie, mais non une élection partielle comme celle du 12ème ;
- 3) que ne pas exiger la démocratie ouvrière, c'est ignorer délibérément le rapport de forces nouveau entre révolutionnaires et PCF et laisser en conséquence ce dernier agir sans avoir à tenir compte de ce facteur important.
- 4) que céder ainsi, c'est permettre au PCF de ne pas prendre devant les travailleurs une position claire contre la répression qui devient un problème permanent, dans le 12ème notamment où elle se conjugue avec l'activité des fascistes.

En résumé donc, le désistement inconditionnel tel qu'il a été décidé à l'initiative du PSU ne peut avoir de valeur éducative pour les travailleurs. Au contraire. Or l'élévation du niveau de compréhension des masses est à nos yeux le seul intérêt réel d'une élection. C'est pourquoi nous avons rompu le front en refusant un désistement qui a toutes les caractéristiques d'une capitulation pure et simple.

A la contre-attaque du PSU dans « Tribune socialiste » nous répliquons en outre :

« ... Le schématisme de l'ennemi secondaire et principal a ses dangers en politique... Dans tout cela la lutte des classes est vue à travers l'ouverture étroite d'une urne. La lutte électorale y est présentée comme la lutte des classes à l'état brut, le tout au détriment de toute éducation politique. En ce qui nous concerne nous préférons la « vanité solitaire » que nous attribue apolitiquement le PSU, à son propre galimatias électoraliste ».